



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 30/12/2025

ZI de Saint Liguaire
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

S.E.C.O (Société d'Électrolyse du Centre Ouest)

18, rue Saint Claire Deville
79000 Niort

Références : 0007202566/2025/416

Code AIOT : 0007202566

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement S.E.C.O (Société d'Électrolyse du Centre Ouest) implanté 18, rue Saint Claire Deville 79000 Niort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- S.E.C.O (Société d'Électrolyse du Centre Ouest)
- 18, rue Saint Claire Deville 79000 Niort
- Code AIOT : 0007202566
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SECO (Société d'Électrolyse du Centre Ouest) appartient au pôle aéronautique (défense et spatial) du groupe AEGIS PLATING SOLUTIONS, qui regroupe 16 entreprises. Le site de Niort est spécialisé dans le traitement de surfaces et le revêtement métallique par voie chimique.

Les activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° E245 du 12 décembre 2022 portant enregistrement d'une installation de traitement de surfaces, au regard de la rubrique 2565 de la nomenclature des ICPE.

La société SECO emploie 41 salariés.

Thèmes de l'inspection :

- Modifications des installations
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Porter à connaissance	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-46-23 II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Système de détection incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Rétention et bassins de confinement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Chargement et déchargement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 IV	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Isolement et comportement au feu	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite de l'incendie du 13 juin 2023, les travaux de reconstruction du bâtiment 1 sont en cours de finalisation et l'exploitant devrait prendre possession du bâtiment prochainement. L'exploitant prévoit de reprendre ses activités de traitement de surface dans le bâtiment 1 d'ici la fin du premier semestre 2026.

Suite aux échanges réalisés lors de l'inspection, l'exploitant est invité à transmettre un porter à connaissance modificatif regroupant la reconstruction du bâtiment 1, la modification du bâtiment 2 et les éléments évoqués dans les fiches de constats ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-46-23 II
Thème(s) : Situation administrative, Aménagement des installations
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement. Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1. S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22.
Constats : <u>Réorganisation du bâtiment n° 2 :</u> Par courrier du 22 octobre 2024, l'exploitant avait transmis à la préfecture un dossier de porter à connaissance visant à une réorganisation du bâtiment 2 afin de libérer de l'espace de production. Les modifications envisagées étaient les suivantes : création d'un nouveau local de stockage et mise en place de nouvelles cuves de stockage enterrées (4 cuves d'un volume de 1 m ³ chacune). Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été demandé de compléter le dossier par la transmission de la copie du permis de construire, de l'analyse de conformité à l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 notamment pour les dispositions constructives du local de stockage ainsi que l'avis du SDIS sur le permis de construire. <u>Reconstruction du bâtiment n° 1 :</u> Dans le cadre de la reconstruction du bâtiment et suite à la demande de l'inspection lors de la précédente visite du 30 janvier 2025, l'exploitant a transmis par courrier du 19 août 2025 à la préfecture et à l'inspection, un dossier de porter à connaissance conformément à l'article R.512-46-23 du code de l'environnement. Il est à noter que le classement prévu des installations est légèrement inférieur au classement régulièrement enregistré par l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2022, selon les modifications suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Le volume de baignoires de traitement soumis à enregistrement au titre de la sous-rubrique 2565-2a relative au traitement de surfaces par des procédés utilisant des liquides est réduit de 5 566 litres, passant de 25 609 litres à 20 043 litres ;

- le volume de bains de traitement soumis à enregistrement au titre de la sous-rubrique 2565-1b relative au traitement de surfaces lorsqu'il y a mise en œuvre de cyanures est réduit de 1 009 litres, passant de 3 104 litres à 2 095 litres.

Le volume des bains actifs reste inférieur au seuil de 30 m³ fixé pour la rubrique 3260 de la nomenclature relative au traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique. Le site n'est donc pas soumis à autorisation IED.

Le nouveau bâtiment 1 sera constitué d'un atelier de production, d'une aire de dépotage, d'un local de stockage de produits chimiques, d'un laboratoire et d'une zone de contrôle, d'une zone de réception et d'expédition, d'une zone de stockage extérieure, ainsi que d'une zone tertiaire (bureau, locaux sociaux, vestiaires...).

Le porter à connaissance est complété par les annexes suivantes : la copie du permis de construire de reconstruction du bâtiment 1, la copie de la déclaration de création d'un local de stockage collé au bâtiment 2, un plan de masse actualisé, la description des bains présents dans les 2 bâtiments, la copie d'un courriel du SDIS, ainsi que l'analyse de conformité à l'arrêté ministériel du 9 avril 2019.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complète son porter à connaissance par une analyse de conformité à l'ensemble des arrêtés ministériels de prescriptions générales à son installation :

- Arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique n° **2564** (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques ;
- Arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° **2561** ;
- Arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° **4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739** ou **4740**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Système de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Prescription contrôlée :

I. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins :

- dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger

<p>H224, H225 ou H226) ;</p> <p>- dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ;</p> <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>II. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>III. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.</p> <p>Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son dossier de porter à connaissance, l'exploitant a demandé à bénéficier d'une dérogation sur les dispositions de cet article et notamment sur la mise en place de sondes de niveau asservies à la chauffe des bains.</p> <p>Il est précisé dans le dossier : <i>« Le chauffage des bains se fera à l'aide d'eau chaude circulant dans des serpentins disposés au niveau des cuves. Le risque de départ de feu généré par un thermoplongeur (canne chauffante) dans un bain vide est donc supprimé. Une détection incendie sera mise en place ainsi que des sondes de température dans le système d'aspiration, mais il n'est pas prévu d'asservir la chauffe des bains au niveau de liquide, le risque de départ de feu étant supprimé par la conception du système. »</i></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté plus précisément le dispositif prévu sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète son dossier par une description plus précise du dispositif mis en œuvre. Il précise les mesures compensatoires prévues.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Rétention et bassins de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 III
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.
Constats : Suite au dossier d'enregistrement déposé en 2019 et validé par l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 (avant l'incendie du bâtiment 1), l'exploitant devait mettre en place avant le 31 décembre 2023 une rétention de 250 m ³ sous la station de traitement. Elle sera utilisée comme rétention des eaux d'extinction incendie pour l'ensemble du site. Dans le porter à connaissance de reconstruction du bâtiment 1, il a été précisé la création d'un confinement des eaux d'extinction d'un volume de 150 m ³ . Lors de la visite du bâtiment, il a été constaté que le bâtiment a été créé sur rétention passive avec un niveau de seuil de 20 cm sur l'ensemble du pourtour. Concernant le bâtiment 2, l'exploitant prévoit la mise en place de batardeaux afin de confiner les eaux d'extinction dans le bâtiment.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complète ses dossiers de porter à connaissance pour les bâtiments 1 et 2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Chargement et déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 IV
Thème(s) : Risques accidentels, Canalisations
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions.
Constats : Face à l'absence d'une aire de chargement / déchargement étanche pour le stationnement des véhicules citernes lors de la collecte des déchets liquides, l'exploitant s'était engagé dans son dossier d'enregistrement de 2022 à créer une aire dédiée étanche avant le 31 décembre 2023. Cette aire prévue à l'arrière du bâtiment 1 n'a pas pu être réalisée avant l'incendie du bâtiment de juin 2023. Dans le cadre de son porter à connaissance du bâtiment 1, l'exploitant a précisé la construction d'une aire de chargement / déchargement au nord du bâtiment 1. Suite à la réalisation des travaux, il a été constaté l'absence de canalisations permettant de relier l'aire de chargement / déchargement vers le bâtiment n° 2. L'exploitant a précisé à l'inspection, son projet de créer une seconde aire de chargement / déchargement dédiée spécifiquement au bâtiment n° 2.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet ses porters à connaissance modifiés en conséquence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Isolement et comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement et comportement au feu
Prescription contrôlée : Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la structure est de résistance au feu R 30 ;- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0. Les locaux à risque définis à l'article 10 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :- murs et parois séparatifs REI 120 ;- planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 ;- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des

quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120.

En l'absence de tout stockage ou emploi de liquide inflammable, l'exploitant peut déroger aux dispositions relatives à ces locaux à risque, sous réserve du respect des trois conditions suivantes :

- les locaux à risque disposent d'un système de détection automatique d'incendie ;
- les locaux ne contiennent pas d'équipement à risque de défaillance électrique (par exemple un tableau général basse tension ou une armoire de puissance). À défaut, ces équipements sont protégés par un système d'extinction automatique adapté au risque (feu d'origine électrique) ;
- la structure est de résistance au feu R 30 et les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet qui répond aux dispositions propres aux locaux à risque.

Les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe des bains et aux traitements électrolytiques) sont installés dans des locaux indépendants de l'atelier de traitement.

Constats :

La réception du bâtiment 1 n'étant pas encore effective, l'exploitant ne dispose pas des justificatifs nécessaires lors de la visite.

Il a précisé avoir mandaté l'organisme APAVE pour consolider l'ensemble du dossier administratif et technique nécessaire au moment de la remise des clés, aussi bien sur le respect de la réglementation ICPE que sur le respect du permis de construire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informera l'inspection si des non-conformités sont relevées à l'issue de la réception du dossier ainsi que les mesures correctives, le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois